

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT2026xxxx
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection de suivi des quantités de déchets entreposés dans un contexte de procédure de redressement judiciaire en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

L'établissement est classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	Lettre du 15/05/2020, article Annexe	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Lettre du 15/05/2020, article Annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Volumétrie des stocks de déchets
Prescription contrôlée : Les quantités maximales entreposées sur site doivent être en cohérence avec les quantités indiquées lors du calcul du montant des garanties financières. Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

Les quantités de déchets entreposées sur le site ne doivent pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. Elles ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Déchets dangereux OGP1 :

- déchets aqueux : 30 tonnes
- solvants non halogénés : 60 tonnes
- produits divers non conformes ou périmés : quantités inférieures à un coût de traitement de 5000 €
- phase aqueuse : 30 tonnes
- solvants chlorés : 60 tonnes
- résidus de dégrilleur de STEP et divers minéraux UKIN/FENO : 4 tonnes
- silice RM : 4 tonnes
- DCU RM : 4 tonnes
- noirs et adjuvants de filtration : 4 tonnes

Déchets non-dangereux OGP1 :

- boues de STEP : 20 tonnes
- DIB : 5 tonnes
- bois : 2 tonnes
- ferrailles : 3 tonne

Déchets dangereux OGP2 :

- résidus halogénés : 33,28 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus acétone : 16,19 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus isopropanol : 30,84 tonnes (réservoirs et canalisations)
- résidus de solvants non halogénés aqueux : 20,50 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus de solvants non halogénés : 14,81 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus de solvants acides : 20,46 tonnes (réservoir et canalisations)
- produits divers non conformes ou périmés : quantités inférieures à un coût de traitement de 5000 €
- DIB : 1,7 tonnes

Déchets non-dangereux OGP2 :

- boues de STEP : 10 tonnes
- DIB : 1 tonne
- bois : 1,5 tonnes
- ferrailles : 1,6 tonnes

Constats :

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection constate l'entreposage, sur la zone du site prévue à cet effet, des déchets suivants :

- 49 GRV de déchets aqueux neutres ;
- 96 GRV de déchets aqueux acides ;
- 11 GRV de déchets aqueux halogénés.

Ces quantités dépassent les quantités maximales de déchets dangereux prescrites sur OGP1:
déchets aqueux : 30 tonnes ; phase aqueuse : 30 tonnes.
- 17 GRV de déchets de solvants non-halogénés.

Aucun GRV n'est en attente de tri.

L'exploitant indique que les déchets aqueux acides et les déchets aqueux halogénés sont évacués conjointement et que 4 enlèvements, d'un volume unitaire d'environ 26 GRV et permettant donc de revenir sous le seuil prescrit, ont été planifiés en dates du 30/03/26, du 08/04/2026, du 15/04/2026 et du 22/04/2026.

De même, il indique qu'un enlèvement de déchets aqueux neutres, permettant de revenir sous le seuil prescrit, est planifié en date du 10 avril.

Ecart. Les quantités de déchets entreposés sont supérieures aux quantités maximales prescrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours